

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 13/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GURDEBEKE Château Gautier

65, boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : IC-R/460/25-CD/SL
Code AIOT : 0005106547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement GURDEBEKE Château Gautier implanté Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE Château Gautier
- Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent
- Code AIOT : 0005106547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GURDEBEKE dont le siège se situe à Noyon, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) implantée à Moulin-sous-Touvent, qui comporte également un centre de transfert de déchets non dangereux ainsi qu'une plateforme de compostage de déchets verts. Ce site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

Le casier n°9 est en cours d'exploitation actuellement.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 2.5.1	Sans objet
2	Prévention des risques accidentels	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-VI	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incendie a eu lieu sur le site en exploitation de la société Gurdebeke sur la commune de Moulin sous Touvent dans le casier 9 le 26 octobre 2025. Cet incendie a été maîtrisé avec l'aide des secours. Aucune barrière de sécurité n'est endommagée.

L'exploitant a mis en place de nouveaux moyens de détection incendie sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents et accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 10 novembre 2025 le rapport d'incendie survenu sur l'installation de stockage de déchets non dangereux de Moulin sous Touvent le 26 octobre 2025. Ce rapport décrit les circonstances de cet incendie. Les causes ne sont pas connues. L'incendie a pris sur le casier n°9 dans la nuit du 26 octobre 2025. Les secours sont arrivés sur les lieux alertés par un passant, l'exploitant a été prévenu par ces derniers via le numéro d'astreinte indiqué sur le portail du site. L'incendie a été éteint vers 7h30.

<p>Le feu couvrait sur une superficie d'environ 350 m². En termes de conséquences sur l'installation, les barrières d'étanchéité n'ont pas été atteintes. Ce point a été vérifié lors de cette inspection.</p> <p>L'exploitant indique que la consigne imposant le compactage des déchets a été respectée. Le sujet relatif à la caméra thermique est vu dans le point de constat suivant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Prévention des risques accidentels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-VI</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une caméra thermique est présente sur le site. Cette caméra thermique n'a pas détecté l'incendie car axée sur une autre zone : le quai de déchargement des déchets. Le balayage de la zone en exploitation de cette caméra ne fonctionnait pas.</p> <p>L'inspection a permis de vérifier que cette caméra a été réparée immédiatement. L'image de cette caméra vue sur l'écran d'ordinateur présent en salle du bâtiment administratif du site permet à l'inspection des installations classées de vérifier que le balayage est de nouveau effectif. Dans son rapport d'incident, l'exploitant indique avoir installé une seconde caméra thermique suite à l'inspection. Elle vient en redondance de celle déjà présente en cas de panne et permet un balayage plus complet de la zone en exploitation. Les deux caméras sont installées à l'opposé l'une de l'autre.</p>

Type de suites proposées : Sans suite